

En Angleterre, interdit de se moquer des terroristes du Hezbollah et du Hamas !

écrit par Jules Ferry | 1 juin 2025



Est-ce désormais un crime de se moquer des terroristes du Hezbollah ?

Offenser des extrémistes islamistes peut désormais vous conduire en cellule de police.

L'arrestation récente [d'un homme juif pour avoir brandi une pancarte moquant Hassan Nasrallah](#), aujourd'hui décédé, a suscité l'indignation. Elle a également soulevé de sérieuses questions quant à la politique de la police métropolitaine en matière de maintien de l'ordre lors des manifestations à Londres, notamment celles impliquant des éléments extrémistes ou antisémites.

Selon le *Telegraph*, l'homme a été arrêté et inculpé lors d'une manifestation à Swiss Cottage, au nord-ouest de Londres, en septembre.

Son « crime » était d'être en possession d'une pancarte [représentant Nasrallah](#) accompagnée du texte « bip, bip, bip » – une référence à une [opération israélienne menée](#) quelques jours plus tôt, au cours de laquelle des dizaines de combattants du Hezbollah ont été tués par l'explosion à distance de bipeurs.





La pancarte n'a été brandie que pendant moins de trois minutes, mais cela a suffi à attirer l'attention des forces de l'ordre. Une semaine plus tard, lors d'une nouvelle manifestation au même endroit, l'homme a été arrêté pour suspicion d'incitation raciste.

L'affaire s'est aggravée avec une perquisition de la police domicile du manifestant à la recherche de "*matériel offensant*". L'enregistrement de son interrogatoire, obtenu par le Telegraph, révèle des échanges particulièrement troublants.

Un enquêteur lui demande à plusieurs reprises : "*Ne pensez-vous pas que montrer cette photo à des gens qui sont clairement des partisans du Hezbollah et anti-israéliens incitera à la haine raciale ?*" Face à cette question, son avocat, stupéfait, a répliqué : "*Vous dites qu'il y avait des partisans du Hezbollah là-bas ? Il s'agit d'une organisation terroriste interdite.*" Malgré cette remarque, l'enquêtrice a poursuivi l'interrogatoire, reconnaissant être au courant du statut du Hezbollah.

L'homme a été inculpé de « harcèlement à caractère racial ou religieux ». Les poursuites ont ensuite été abandonnées par le Crown Prosecution Service, faute de preuves suffisantes, et la police métropolitaine a présenté des excuses.

Le Hezbollah n'est ni une race ni une religion, mais une organisation terroriste désignée par la loi britannique.

Critiquer ses dirigeants ne peut raisonnablement être considéré comme un « discours de haine » ; certains pourraient même y voir un devoir civique.

Pourtant, la police métropolitaine a décidé d'arrêter un homme pour avoir fait précisément cela. Naturellement, la question que beaucoup se posent aujourd'hui est : de quel côté sont-ils ?

Le Hezbollah a un bilan terroriste de plusieurs décennies . Il a notamment assassiné des centaines de militaires occidentaux (un attentat à Beyrouth en 1983 a tué près de 300 soldats américains et français), bombardé à plusieurs reprises des ambassades et des institutions liées à Israël, et enlevé plus de 100 ressortissants étrangers – dont des citoyens britanniques – pendant la guerre civile au Liban.

Il a utilisé le pogrom du Hamas du 7 octobre 2023, puis la guerre israélienne à Gaza, comme prétexte pour bombarder aveuglément le nord d'Israël, déplaçant des dizaines de milliers de civils israéliens. Le Hezbollah a du sang sur les mains, d'où sa désignation d'organisation terroriste par le droit britannique.

Il est inquiétant de constater que l'arrestation par la police métropolitaine de l'homme qui s'était moqué de Nasrallah n'était pas un incident isolé. Critiquer le Hamas, également un groupe terroriste interdit, peut également attirer des ennuis.

Le dissident iranien Niyak Ghorbani a été arrêté dans le centre de Londres l'année dernière alors qu'il brandissait une banderole sur laquelle était écrit « Le Hamas est terroriste ».

Des vidéos le montrent brandissant sa pancarte et rapidement encerclé par des manifestants « pro-Palestine ». Pourtant, la police, au lieu de prendre sa défense, a décidé de l'arrêter et de lui confisquer sa pancarte.

J'ai [Potkin Azarmehr*] aussi eu des rencontres avec la police métropolitaine que je préférerais oublier. En mai dernier, j'ai été arrêté et inculpé pour une brève interaction avec un militant pro-palestinien à Londres. Un groupe de cinq agents de la police métropolitaine m'a maîtrisé de force, me maintenant les bras derrière le dos et me laissant la tête baissée vers le sol.



La police métropolitaine ne fonctionne pas en vase clos. Elle est directement responsable devant le maire de Londres, Sadiq Khan, et le ministre de l'Intérieur britannique, Yvette Cooper .

Jusqu'à présent, tous deux sont restés manifestement silencieux sur les manquements de la police. Cette inaction est particulièrement hypocrite de la part de Khan. En tant que maire, il s'est engagé à plusieurs reprises à protéger les Londoniens de la haine et de l'extrémisme. Il semble qu'il doive les protéger avant

tout de la police métropolitaine.

Aucune de ces affaires n'a jamais été portée devant les tribunaux. Le parquet a abandonné les poursuites contre le manifestant anti-Hezbollah et contre moi-même. Ghorbani a été « désincarcéré » et n'a pas été inculpé. Mais le mal était déjà fait. L'abandon des poursuites ne compense pas l'arrestation, la garde à vue, la perquisition à domicile ou les frais d'avocat.

Cela a également un effet dissuasif évident sur le débat public. Les communautés juive et iranienne, d'où je viens, craignent de plus en plus d'exprimer leur soutien à Israël ou de critiquer l'extrémisme islamiste dans l'espace public, par crainte de la réaction de la police métropolitaine.

De toute évidence, ces arrestations ne peuvent pas toutes être le fruit du hasard. Une enquête publique sur la formation et les procédures de la police métropolitaine est indispensable. Il est également nécessaire de responsabiliser les officiers supérieurs et de garantir clairement le respect de la loi par la police.

Car si nous arrêtons des citoyens qui critiquent les terroristes, c'est que quelque chose a très, très mal tourné en Grande-Bretagne.

**Potkin Azarmehr est un activiste et journaliste iranien qui a quitté l'Iran pour le Royaume-Uni après la révolution de 1979.*

Encart extrait de :

<https://israj.media-j.com/article/13034/un-manifestant-juif-inculpe-en-grande-bretagne-apres-avoir-brandi-une-caricature-de-hassan-nasrallah>